



Assemblée générale

**Distr.
GENERALE**

**A/45/251
21 septembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS**

Quarante-cinquième session

**ORDRE DU JOUR DE LA QUARANTE-CINQUIEME SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

**Adopté par l'Assemblée générale à sa 3e séance plénière,
le 21 septembre 1990**

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation du Nigéria.
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.
3. Pouvoirs des représentants à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du Président de l'Assemblée générale.
5. Election des bureaux des grandes commissions.
6. Election des vice-présidents de l'Assemblée générale.
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies.
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau.
9. Débat général.
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation.
11. Rapport du Conseil de sécurité.
12. Rapport du Conseil économique et social.
13. Rapport de la Cour internationale de Justice.
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.
15. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux :
 - a) Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
 - b) Election de dix-huit membres du Conseil économique et social;
 - c) Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice.
16. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires :
 - a) Election de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation;
 - b) Election de vingt membres du Comité du programme et de la coordination.

17. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires :
 - a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions;
 - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements;
 - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies;
 - f) Commission de la fonction publique internationale :
 - i) Nomination de membres de la Commission;
 - ii) Désignation du Président et du Vice-Président de la Commission;
 - g) Nomination de membres du Comité des conférences;
 - h) Nomination d'un membre suppléant du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies.
18. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
19. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies.
20. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique.
21. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Etats américains.
22. Application de la Déclaration sur le droit des peuples à la paix.
23. Question de Palestine.
24. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain.
25. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes.
26. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique.
27. Question de l'île comorienne de Mayotte.

28. La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix.
29. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.
30. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine.
31. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud.
32. La situation au Cambodge.
33. Droit de la mer.
34. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain.
35. La situation au Moyen-Orient.
36. Question des îles Falkland (Malvinas).
37. Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est.
38. Déclaration de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste.
39. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies.
40. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement.
41. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres.
42. Agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales.
43. Question de Chypre.
44. Conséquences de la prolongation du conflit armé entre l'Iran et l'Iraq.
45. Application de la résolution 44/104 de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel I au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco).

46. Cessation de toutes les explosions nucléaires expérimentales.
47. Amendement du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau.
48. Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
49. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient.
50. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud.
51. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces sur le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes.
52. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes.
53. Prévention d'une course aux armements dans l'espace.
54. Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique.
55. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques).
56. Désarmement général et complet :
 - a) Notification des essais nucléaires;
 - b) Etude d'ensemble des Nations Unies sur les armes nucléaires;
 - c) Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi d'armes radiologiques;
 - d) Désarmement classique;
 - e) Désarmement nucléaire;
 - f) Informations objectives sur les questions militaires;
 - g) Interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armement;
 - h) Relation entre le désarmement et le développement;
 - i) Armements et désarmement navals;
 - j) Transferts internationaux d'armes;

- k) Conceptions et politiques de sécurité axées sur la défense;
 - l) Examen du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement;
 - m) Interdiction de déverser des déchets radioactifs;
 - n) Désarmement classique à l'échelon régional.
57. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale :
- a) Campagne mondiale pour le désarmement;
 - b) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires;
 - c) Gel des armements nucléaires;
 - d) Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement;
 - e) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes.
58. Les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale.
59. La science et la technique au service du désarmement.
60. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire :
- a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Rapport de la Conférence du désarmement;
 - c) Etat des accords multilatéraux dans le domaine du désarmement;
 - d) Conseil consultatif pour les questions de désarmement;
 - e) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement;
 - f) Examen et évaluation de l'application de la Déclaration faisant des années 80 la deuxième Décennie du désarmement;
 - g) Application des directives pour des types appropriés de mesures de confiance;

- h) Non-emploi des armes nucléaires et prévention d'une guerre nucléaire;
 - i) Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire;
 - j) Prévention d'une guerre nucléaire;
 - k) Proclamation de la décennie commençant en 1990 comme troisième Décennie du désarmement.
- 61. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix.
 - 62. Armement nucléaire d'Israël.
 - 63. Education et information en matière de désarmement.
 - 64. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.
 - 65. Sessions extraordinaires consacrées au désarmement.
 - 66. La vérification sous tous ses aspects.
 - 67. Question de l'Antarctique.
 - 68. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée.
 - 69. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale.
 - 70. Application de la Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix.
 - 71. Science et paix.
 - 72. Effets des rayonnements ionisants.
 - 73. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace.
 - 74. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.
 - 75. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés.
 - 76. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects.

77. Questions relatives à l'information.
78. Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies.
79. Développement et coopération économique internationale :
- a) Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement (1991-2000);
 - b) Commerce et développement;
 - c) Bilan de l'application du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés;
 - d) Problèmes alimentaires;
 - e) Sources d'énergie nouvelles et renouvelables;
 - f) Mise en valeur des ressources énergétiques des pays en développement.
80. Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.
81. Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures.
82. Coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement.
83. Crise de la dette extérieure et développement.
84. Activités opérationnelles de développement :
- a) Activités opérationnelles du système des Nations Unies;
 - b) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - c) Fonds des Nations Unies pour la population;
 - d) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
 - e) Programme alimentaire mondial.
85. Formation et recherche :
- a) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - b) Université des Nations Unies.

86. Assistance économique spéciale et secours en cas de catastrophe :
 - a) Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe;
 - b) Programmes spéciaux d'assistance économique.
87. Assistance internationale pour la réhabilitation économique de l'Angola.
88. Conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste et colonialiste d'Afrique du Sud.
89. Application effective des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et bon fonctionnement des organes créés en application desdits instruments.
90. Situation sociale dans le monde.
91. Élimination de toutes les formes de discrimination raciale.
92. Application du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées et Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées.
93. Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique.
94. Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
95. Nouvel ordre humanitaire international.
96. Politiques et programmes entrepris avec la participation des jeunes.
97. Application de la Convention relative aux droits de l'enfant.
98. Application du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.
99. Question du vieillissement.
100. Prévention du crime et justice pénale.
101. Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
102. Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme d'ici à l'an 2000.

103. Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
104. Année internationale de la famille.
105. Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.
106. Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse.
107. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.
108. Lutte internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues.
109. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.
110. Renforcement de l'efficacité du principe d'élections périodiques et honnêtes.
111. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa g de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies.
112. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe.
113. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies.
114. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe.
115. Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes.
116. Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes :
 - a) Organisation des Nations Unies;
 - b) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - c) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
 - d) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;

- e) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - f) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
 - g) Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - h) Fonds des Nations Unies pour la population;
 - i) Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains.
117. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies.
118. Budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991.
119. Planification des programmes.
120. Crise financière actuelle de l'Organisation des Nations Unies.
121. Crise financière de l'Organisation des Nations Unies.
122. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique.
123. Corps commun d'inspection.
124. Plan des conférences.
125. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies.
126. Questions relatives au personnel :
- a) Composition du Secrétariat;
 - b) Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés;
 - c) Autres questions relatives au personnel.
127. Régime commun des Nations Unies.
128. Régime des pensions des Nations Unies.

129. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :
 - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement;
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban.
130. Financement du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq.
131. Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola.
132. Financement du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition.
133. Financement du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale.
134. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.
135. Statut d'observateur des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou la Ligue des Etats arabes.
136. Etat des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés.
137. Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et représentants diplomatiques et consulaires.
138. Décennie des Nations Unies pour le droit international.
139. Règlement pacifique des différends entre Etats.
140. Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.
141. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-troisième session.
142. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-deuxième session.
143. Examen du projet d'articles relatifs au statut du courrier diplomatique et de la valise diplomatique non accompagnée par un courrier diplomatique et examen des projets de protocoles facultatifs y relatifs.
144. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation.
145. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte.

146. Protocole additionnel, relatif aux fonctions consulaires, à la Convention de Vienne sur les relations consulaires.
147. Règlement de conciliation des Nations Unies.
148. Respect des engagements et application des politiques de coopération internationale au service du développement convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance et du développement dans les pays en développement.
149. Attribution du statut d'observateur au Comité international de la Croix-Rouge, eu égard au rôle et aux mandats particuliers qui lui ont été assignés par les Conventions de Genève du 12 août 1949.
150. Dixième anniversaire de l'Université pour la paix.
151. Cérémonie de présentation de la Déclaration et du Plan d'action adoptés lors du Sommet mondial pour les enfants.
152. Situation économique critique en Afrique :
 - a) Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990;
 - b) Rapport du Groupe d'experts du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur les problèmes des produits de base africains;
 - c) La Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation.
153. L'agression iraquienne et le maintien de l'occupation du Koweït en violation flagrante de la Charte des Nations Unies.
